

Date de mise en ligne 04 septembre 2024

ARRETE N° 2024/283

Page 2024/312

AUTORISATION STATIONNEMENT

50 RUE DE PARIS - LE 14 SEPTEMBRE 2024

6.1 – Police municipale

Le Maire de La Charité-sur-Loire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Route et les textes subséquents,

VU le Code de la Sécurité Intérieure et ses articles L 131-1 et L 131-2-1,

VU les règlements et arrêtés municipaux concernant la circulation dans l'agglomération de La Charité sur Loire et notamment l'arrêté n° 83 du 31 juillet 1981 réglementant la circulation et le stationnement,

VU la demande de Monsieur Mangin Jean-Luc en date du 30 août 2024,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réglementer le stationnement sur trois places de stationnement afin de permettre un déménagement, au droit du n°50 rue de Paris, le 14 septembre 2024, de 07h00 à 19h00.

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Mangin Jean-Luc est autorisé à utiliser trois places de stationnement, au droit du n°50 rue de Paris, afin de permettre un déménagement, le 14 septembre 2024, de 07h00 à 19h00.

ARTICLE 2 : Il est interdit de stationner à tout véhicule étranger à la présente demande, au droit du n°50 rue de Paris sur trois places de stationnement, le 14 septembre 2024.

ARTICLE 3 : Le demandeur devra :

- Dès notification du présent arrêté, prendre rendez-vous avec les Services Techniques de la Ville (03-86-70-08-14 – techniques@lacharitesurloire.fr) afin de définir la date de récupération des panneaux aux Services Techniques ;

- Poser les panneaux et afficher l'arrêté municipal 48 heures avant la date d'autorisation de stationnement ;

- Prendre rendez-vous avec les Services Techniques de la Ville (coordonnées susmentionnées) afin de définir la date de restitution des panneaux aux Services Techniques.

ARTICLE 4 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est inscrit au Registre des Actes Administratifs de la ville de La Charité-sur-Loire.

ARTICLE 6 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Chef de service de la Police municipale, Monsieur le Commandant de la Brigade de gendarmerie, et d'une manière générale, tous les services assermentés, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : En application des dispositions du décret N°65-29 du 11 janvier 1965 modifié, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans le délai de 2 mois devant le Tribunal Administratif de Dijon par voie postale au 22 Rue d'Arras – 21000 DIJON ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ou <https://citoyens.telerecours.fr>

Fait à La Charité-sur-Loire,
02 septembre 2024



Pour le Maire, par délégation,
Le 1^{er} Adjoint, Jean-Claude CHARRET